

Jus Mundi lève 20 millions d'euros pour propulser son assistant juridique international dopé à l'IA générative

Avec sa bibliothèque d'informations juridiques, Jus Mundi est plébiscité par les cabinets d'avocats et les entreprises engagées dans des projets internationaux, notamment aux États-Unis. Son assistant basé sur l'IA générative est dans les starting-blocks.

Temps de lecture : minute

11 septembre 2024

La legaltech tricolore Jus Mundi veut poursuivre sa montée en puissance à l'international. Dans ce sens, la société annonce avoir bouclé un tour de table en série B de 20 millions d'euros mené par Acton Capital et True Global Ventures. A cette occasion, C4 Ventures, le fonds de Pascal Cagni, ancien directeur général d'Apple Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMEA), et FJ Labs, acteur new-yorkais du capital-risque créé par l'entrepreneur français Fabrice Grinda, ont également remis au pot. La jeune pousse française avait déjà levé 8,5 millions d'euros en septembre 2021.

Fondée 2019 par une équipe d'avocats (Thomas Latterner, Grégoire Brondel, Valentin Brondel, Aurélien Duval, Jean-Rémi de Maistre et Yohan Daddou), elle s'attèle à développer un moteur de recherche spécialisé en droit international. Avec cet outil, l'objectif est de faciliter l'accès aux traités internationaux, leur transposition dans le droit international, les arbitrages en cours, avec l'ensemble des parties impliquées, ou encore les textes qui font jurisprudence.

Ce moteur de recherche s'avère particulièrement utile pour les cabinets

d'avocats et les entreprises engagées dans des projets internationaux. En complément de cette bibliothèque, couplée à une plateforme de mise en relation pour juristes, avocats ou encore notaires, la société a lancé Jus Mundi, un assistant juridique basé sur l'IA générative, pour simplifier la recherche d'informations juridiques internationales.

Plus de 150.000 utilisateurs

Acton Capital estime que Jus Mundi a les capacités pour devenir « *le leader mondial de l'intelligence juridique basée sur l'IA* » avec son approche. À ce jour, la legaltech a noué plus de 70 partenariats avec des institutions juridiques du monde entier. Sa bibliothèque d'informations juridiques épaulé à l'heure actuelle plus de 150.000 utilisateurs issus de cabinets d'avocats, de multinationales, d'organismes gouvernementaux et d'institutions universitaires dans une centaine de pays.

La startup entend s'appuyer sur sa série B pour accélérer son expansion internationale, notamment aux États-Unis, en Asie et au Moyen-Orient. Dans ce cadre, le déploiement mondial de son assistant d'IA générative Jus AI devrait jouer un rôle clé. Une feuille de route ambitieuse pour un acteur de la legaltech, secteur qui ne déchaîne pas les passions parmi les investisseurs de la tech française. La plus emblématique des entreprises dans ce domaine, Doctrine, startup surnommée le « Google du droit », a été rachetée l'an passé par le fonds américain Summit Partners.



À lire aussi
Les legaltechs françaises affichent leur résilience malgré les vents contraires économiques et judiciaires



MADDYNEWS

La newsletter qu'il vous faut pour ne rien rater de l'actualité des startups françaises !

[JE M'INSCRIS](#)

Article écrit par Maxence Fabron